



FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL  
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

GEF/C.39/11  
19 octobre 2010

---

Réunion du Conseil du FEM  
16-18 novembre 2010  
Washington

Point 17 de l'ordre du jour

## **RENFORCEMENT DES RELATIONS DU RÉSEAU DU FEM AVEC LES INSTANCES DES CONVENTIONS**

**Décision recommandée au Conseil :**

Ayant examiné le document GEF/C.39/11, intitulé *Renforcement des relations du réseau du FEM avec les instances des Conventions*, le Conseil prie le Secrétariat, le Groupe consultatif pour la science et la technologie (STAP) et les autres acteurs concernés de prendre les dispositions nécessaires, y compris celles énumérées dans le présent document, pour renforcer les relations entre le FEM et les instances des Conventions auxquelles le Fonds prête ses services.

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1. Le document servant de base au présent résumé décrit les activités et processus qui caractérisent actuellement les relations du FEM avec les instances des Conventions auxquelles il prête ses services. Il propose aussi d'autres dispositions qui pourraient être éventuellement prises pour resserrer ces relations à l'avenir. Les activités actuelles sont de trois ordres : formulation d'avis, application des directives reçues et communication.
2. Le document indique que les directives des instances des Conventions émanent au bout du compte de la Conférence des parties mais qu'elles sont le fruit des travaux de nombreux groupes de travail, des organes subsidiaires, des Secrétariats de Conventions et d'autres acteurs. Le FEM participe donc fréquemment aux nombreux mécanismes et échanges en rapport avec les Conventions et collabore régulièrement avec les Secrétariats pour bien comprendre ce qu'impliquent les directives reçues.
3. Une fois une directive donnée et comprise, il appartient au mécanisme financier de la mettre en œuvre. Les stratégies du FEM dans les domaines d'intervention ayant été élaborées à partir des objectifs énoncés par les Conférences des parties, et des résultats escomptés, le FEM est en mesure de programmer ses ressources, à la lumière de ces stratégies en fonction des directives reçues.
4. Le document GEF/C.39/11 souligne en outre un aspect important des relations entre le FEM et les instances des Conventions : la communication sur les activités que le FEM, en tant que mécanisme financier, a entreprises en application des directives données par une Conférence des parties. Il est également important que les différents acteurs des Conventions comprennent bien les modalités d'accès aux ressources du FEM.
5. Enfin, le document dresse, à titre indicatif, une liste des mesures que le FEM pourrait éventuellement prendre pour renforcer ses relations avec les instances des Conventions auxquelles il prête ses services, à savoir : i) renforcer les modes existants de communication et en développer de nouveaux, ii) élargir et renforcer les modalités de coopération, et iii) donner suite aux directives nouvelles et importantes au cours des périodes couvertes par une reconstitution de la Caisse.